



LE DÉPARTEMENT

Envoyé en préfecture le 29/05/2020

Reçu en préfecture le 29/05/2020

Affiché le 29/05/2020

ID : 026-222600017-20200529-CONVYPERONSOLIH-CC

SOLIDAIRES POUR L'HABITAT

DRÔME



PLAN DEPARTEMENTAL D'ACTIONS POUR LE LOGEMENT ET L'HEBERGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES DE LA DROME

FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS « HABITAT JEUNES »

CONVENTION PLURIANNUELLE 2020-2021

PRÉAMBULE :

Le Département de la Drôme, dans le cadre de sa politique de soutien aux activités favorisant l'insertion sociale et professionnelle des jeunes drômois, participe depuis de nombreuses années au financement des actions socio-éducatives des Foyers Jeunes Travailleurs (FJT).

« Accompagner les jeunes vers le logement autonome » est une action inscrite dans le PDALHPD 2019-2024 sous son action 3 : « offrir aux publics spécifiques une offre de logements adaptés et accompagnés ».

Créés historiquement pour subvenir aux besoins en logement des travailleurs issus de l'exode rural du début du 20ème siècle, les Foyers de Jeunes Travailleurs continuent aujourd'hui de remplir ce rôle : accueillir et accompagner les jeunes au moment de leur entrée dans ce qu'on appelle "la vie active".

Gérés principalement par des associations, les FJT ont pour mission d'offrir un cadre sécurisant aux jeunes en mobilité (géographique, sociale, professionnelle), et de les accompagner vers une autonomie leur permettant de trouver une place dans la société.

Les Foyers de Jeunes Travailleurs, dont les conditions d'organisation et de fonctionnement sont précisées dans le Décret n° 2015-951 du 31 juillet 2015, accueillent prioritairement des jeunes en activité ou en voie d'insertion sociale et professionnelle âgés de 16 à 25 ans, notamment à l'issue d'une prise en charge par le service de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE). Ils ne peuvent accueillir de personnes ayant dépassé l'âge de 30 ans.

Les FJT établissent et mettent en oeuvre avec une équipe dédiée un projet socio-éducatif ayant pour objet l'accès à l'autonomie et au logement indépendant des jeunes qu'ils logent. Dans ce cadre, ils assurent :

- Des actions d'accueil, d'information et d'orientation en matière de logement ;
- Des actions dans les domaines de l'emploi, de l'exercice de la citoyenneté, de l'accès aux droits et à la culture, de la santé, de la formation et de la mobilité, du sport et des loisirs ;
- Une restauration sur place ou à proximité, quand le logement proposé ou les locaux affectés à la vie collective ne permettent pas la préparation des repas.

C'est dans ce contexte qu'est élaborée la présente convention,

entre

Le DÉPARTEMENT DE LA DROME, représenté par Madame Marie-Pierre MOUTON, Présidente du Conseil départemental, agissant au nom du Département, en exécution de l'arrêté régi par l'ordonnance 2020-391 du 1er avril 2020 et désigné ci-après « Le Département ».

d'une part,

et

SOLHA Drôme pour le FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS «Yves PERON», 44, rue Faventines 26000 VALENCE, représenté par Monsieur Alain VILLARD, Président, dûment habilité par son Conseil d'Administration et désigné ci-après « le Foyer ».

d'autre part,

il est convenu et arrêté ce qui suit :

TITRE I : OBJET

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les engagements et obligations des parties **pour le travail effectué auprès des jeunes résidents** sur la période du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2021.

TITRE II : ENGAGEMENTS DES PARTIES

Article 2 – LES ENGAGEMENTS DU FOYER :

2.1 Obligations :

Par la présente convention, le Foyer s'engage à respecter les objectifs suivants en facilitant le parcours d'insertion des jeunes et en développant les activités socio-éducatives en direction des résidents du Foyer :

- Favoriser la socialisation des jeunes par l'habitat et par différentes formes d'incitations et d'actions dans les domaines où se forment leurs qualifications sociales : vie quotidienne, mobilité, emploi, formation, loisirs, culture...
- Rendre possible un parcours résidentiel : accompagner vers une autonomie dans le logement, favoriser une autonomie par la gestion locative sociale et accompagner dans la recherche de logement pour préparer la sortie.
- Accorder une priorité aux jeunes situés dans un parcours d'insertion et recherchant une structure d'hébergement ainsi qu'aux jeunes présentés par la Direction Enfance/Famille/Santé du Département, ceci dans la limite des places disponibles et pour autant que cela ne compromette pas l'équilibre du peuplement du Foyer.

Le Foyer s'engage également à diffuser auprès de ses résidents les informations que le Département est susceptible de leur fournir au sujet des actions qu'il mène dans le cadre de sa politique en direction de la jeunesse.

2.2 La publicité :

Dans toute manifestation publique du Foyer, ce dernier s'engage à faire apparaître l'intervention du Département. Le Foyer pourra être invité à médiatiser et valoriser son action à la demande des services départementaux, notamment dans le cadre de la politique d'insertion du Département.

Le Foyer devra faire apparaître l'intervention du Département dans toute communication relative à son action. Dans ce cadre, les documents édités par le Foyer porteront la mention « *avec la participation du Département* ». Le logo du Département faisant l'objet d'une charte graphique, le Foyer devra se rapprocher de la Direction de la Communication pour obtenir tous les renseignements relatifs à la diffusion externe du logo.

2.3 Les documents à transmettre au Département :

Le Foyer s'engage à fournir au Département, avant le 30 juin n+1 :

- le compte-rendu de la réalisation des actions de l'année
- le dernier rapport annuel d'activité de l'association
- le bilan et le compte de résultat annuel

permettant à la Direction des Politiques Territoriales l'évaluation des objectifs définis à l'article 2.1 de la présente convention.

Il s'engage à faciliter le contrôle par le Département de la réalisation des actions et notamment l'accès à tout document utile.

2.4 Des missions d'observation :

le FJT pourra participer à l'observatoire du logement des jeunes afin d'évaluer les besoins en logements destinés aux jeunes et les accompagner vers le logement autonome en lien avec les actions du PDALHPD.

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

3.1 La participation financière :

Pour les exercices budgétaires 2020 et 2021, le Département de la Drôme s'engage à verser, au compte du Foyer la somme de 35 580 € (soit 17 970 €par an).

De la manière suivante :

- 80% à la signature de la convention
- 20% à réception des pièces inscrites à l'article 2.3 et après appréciation de la réalisation des objectifs

Pour l'année 2 (2021), et sous réserve des crédits votés, le Département versera sa participation selon les conditions suivantes :

- 80% au premier quadrimestre (et au plus tard le 30 avril 2021)
- 20% dans les mêmes conditions que l'année 2020.

La participation est calculé de la manière suivante :

- une partie forfaitaire soit 9 000 € par année pleine, par foyer urbain et par tranche de 75 lits
- une partie, calculée au nombre de lits, soit 138 € par lit.

Le foyer décompte 65 lits.

3.2 Le partenariat :

L'Adjoint logement du territoire de la Direction Politiques Territoriales du Département constitue l'interlocuteur privilégié du Foyer. Il est personne ressource en matière d'habitat et de logement de la population dont le Département a la charge.

TITRE III : DUREE – RESILIATION – LITIGE

ARTICLE 5 – DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. La clôture définitive de la convention interviendra après la réalisation complète des obligations de chacune des parties.

Article 6 – RESILIATION

En cas de non respect des obligations du Foyer, le Département peut être amené à résilier cette convention après un préavis de deux mois notifié par lettre recommandée avec avis de réception.

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, dans le cas de jugement de liquidation judiciaire du Foyer.

La résiliation de la présente convention pourra entraîner sur simple demande du Département, la restitution de tout ou partie des sommes versées au Foyer.

ARTICLE 7 – LITIGE

En cas de litige, les parties s'engagent préalablement à toute action contentieuse à se rencontrer afin de trouver une solution négociée. En cas d'échec, le litige sera porté devant le Tribunal compétent.

Fait à Valence, le

Pour le Département,
La Présidente du Conseil départemental,

Pour Le Foyer,
Le Président,

Marie-Pierre MOUTON.

Alain VILLARD.